

LES HOMOSEXUELS ET LE CONTRAT D'UNION SOCIALE

Juin 1996

Les homosexuels ont quelque chose à voir avec la citoyenneté, ils ont eux aussi droit à la parole dans le concert des discussions sur la démocratie sociale à mettre en œuvre.

On les néglige systématiquement, car dit-on:

- * ils sont ultra minoritaires,
- * ils ne font pas partie des exclus (peut-être parce qu'ils n'ont pas charge de famille),
- * ils nous posent des questions embarrassantes sur nos propres sexualités et celles de nos enfants

De leur côté, les homosexuels n'ont pas trop le courage de s'exprimer en tant que tels, pendant des années soumis à des regards hostiles, ils se sont tuts, puis un peu mieux acceptés, ils sont encore restés silencieux comptant sur le processus normal de l'intégration.

Mais ce n'est que chaque fois que le mouvement en interne se recompose - un GLH existait à Marseille de 1978 à 1987, il y avait alors ce qu'on appelait les Universités d'Été Homosexuelles, aujourd'hui depuis 3 ans, un renouveau homosexuel se manifeste avec les Lesbian & Gay Pride - que des individualités trouvent assez de force pour s'exprimer à l'extérieur.

LES HOMOSEXUELS EXISTENT

Ils ont droit à avoir toute leur place dans la vie sociale.

* Il faut que dans cette ville méditerranéenne, très marquée par les morales véhiculées par les 3 religions monothéistes qui favorisent les dissimulations, exacerbent le machisme et l'homophobie, on se rende à l'évidence que ici aussi les homosexuels existent.

* Ils sont nombreux, qui ne connaît pas 1,2 ou 3 homosexuel(le)s, rien ne sert de dresser des tableaux quantitatifs savants, nous savons bien que au-delà des % de personnes carrément homosexuel(le)s beaucoup d'autres sont peu ou prou attirés ou concernés quelque part.

* Pourquoi devrait on encore exiger que les homosexuels fassent d'abord leur preuve dans leur engagement social, dans les solidarités militantes avant d'avoir le droit de s'exprimer en tant que tels.

* Dans le contexte social d'aujourd'hui les homosexuels vivent encore trop souvent des situations difficiles: difficulté considérable pour un jeune de trouver sa place comme homosexuel, difficulté d'être accepté par le voisinage, problèmes beaucoup plus fréquents qu'on ne le croit vis à vis des logeurs ou dans le travail, difficulté de vivre seul, mais paradoxalement difficulté renforcée pour ceux qui vivent à 2, difficulté accrue aussi pour les malades en particulier les malades du SIDA qui en viennent à révéler en même temps à leur entourage leur maladie et leur sexualité. Est-il besoin de souligner que s'il fait partie des exclus, rrmiste par exemple, ou s'il est maghrébin, la condition de l'homosexuel est souvent très dure?

* Il est vital de faire avancer les mentalités sur la question de l'homosexualité, il y a encore trop d'incompréhension sur cette question dans les familles, il y a encore des parents qui expulsent leur fils ou leur filles du cercle familial lorsqu'ils apprennent qu'il ou elle est homosexuel(le). Il faut mobiliser les parents tous les parents sur le droit à la sexualité de leurs enfants.

* Face au SIDA, il est important que joue la solidarité familiale, que soit respecté l'ami du malade, mais il est aussi très important que la prévention et l'homosexualité soit "parlée" en

famille qu'elle soit aussi exprimée avec plus de force dans les campagnes de prévention. La morale anti homosexuelle trop souvent véhiculée par les campagnes de prévention conduit à cacher sa sexualité et à ne pas se protéger.

* Lorsque les homosexuels seront écoutés à part entière, c'est à dire en tant que citoyens mais aussi en tant qu'homosexuel, les choses auront bien avancées.

*Un mot pour dire que Gaston Defferre dans cette ville avait su faire le geste qui convenait en accueillant les homosexuels à la fête de la Rose ou en attribuant en 1979 les locaux de l'Ecole d'Architecture, pour la 1ère UEH. Les hommes politique qui lui ont succédé ont été bien loin d'être à sa hauteur.

LE CONTRAT D'UNION SOCIALE

Si les homosexuels font désormais de cette revendication un critère de l'écoute que la société a à leur égard, c'est une revendication qui va bien au-delà des homosexuels.

Le CUS qu'est-ce que c'est: la possibilité pour 2 personnes vivant ensemble... Ce sera important pour le logement, la sécurité sociale, les biens acquis en commun, les contacts avec la banque, au moment de l'hospitalisation ou du décès, pour les divers avantages liés au couple...

Projet présenté par le Collectif pour le Contrat d'Union Civile et la Fédération AIDES le 30 septembre dernier à Paris. Ce projet qui prend la forme d'une proposition de loi, est désormais soutenu par de nombreuses personnalités, par plusieurs associations comme le Planning Familial, et par quelques partis politiques dont le MDC et les Verts.

Dans l'immédiat les promoteurs de ce projet ont choisi de se battre auprès de chaque commune pour qu'elle délivre des certificats de vie commune, ce n'est qu'un premier pas vers le CUS.

Mais un pas important qui permet de faire évoluer les mentalités et de manifester au grand jour l'ampleur de la demande sociale dans ce domaine.

Vous l'avez appris par la presse 243 maires de toutes tendances politique ont dit qu'ils étaient prêts à délivrer de tels certificats. Ces certificats peuvent déjà être présentés pour faciliter certaines choses pour les couples.

Il faut qu'ici à Marseille une avancée décisive se fasse dans ce domaine, il n'est pas normal que la Mairie centrale refuse de les établir. Mais il est plus grave que 2 mairies de secteur de gauche sur 3 (les 2 mairies PS) refusent obstinément de les établir alors que 7 maires de secteur ou d'arrondissement de Paris Lyon et Marseille acceptent de le faire.

Vous l'avez compris la campagne va s'amplifier sur ces questions. J'ai appris que hier soir à Lille, MM. Mauroy, le Garrec et Delebarre, et Martine Aubry avaient fini par se prononcer positivement sur la question du CUS. Ils attendaient qu'une majorité se dégage en sa faveur dans leur Fédération.

Vous avez, donc ici et maintenant, et dans les semaines qui viennent dans les débats interne du PS, une responsabilité importante pour faire avancer les positions des représentants du PS dans les instances nationales. Pour faire avancer aussi les positions des maires de toutes couleurs politiques sur la question du certificat de vie commune.